L'affaire Hain

Kyiv, hiver 1952

The Khain affair, Kiev, winter 1952

Juliette Cadiot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/10415>

DOI : 10.4000/monderusse.10415

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 255-288

ISBN : 978-2-7132-2746-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Juliette Cadiot, « L'affaire Hain », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 59/2-3 | 2018, mis en ligne le 01 avril 2020, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10415> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.10415>

JULIETTE CADIOT

L'AFFAIRE HAIN

Kyiv, hiver 1952

Dans son ouvrage sur les Juifs d'Union soviétique, Benjamin Pinkus mentionne le caractère antisémite de procès en criminalité économique tenus au début des années 1950. Il n'écarte pas la possibilité que les protagonistes aient été coupables de malversations, mais il s'arrête sur la sévérité de certains verdicts, citant en particulier un procès s'étant déroulé à Kyiv en 1952. Il souligne que l'affaire fut jugée par un tribunal militaire plutôt qu'un tribunal civil, que la condamnation à mort de trois des cinq inculpés sonnait comme un avertissement et que la judéité de ces derniers constitue un fait significatif¹. Sans donner de noms, il faisait référence au procès de Hanan Aronovič Hain qui aboutit à la condamnation à mort de trois employés de commerce de confession juive. Affaire publique — le quotidien *Pravda Ukrainy* la rapporta et, à sa suite, la presse occidentale²—, elle tomba rapidement dans l'oubli. Par suite de la révolution de Maïdan en 2014 et du changement de direction aux archives de la police politique d'Ukraine (SBU), j'ai obtenu l'accès au dossier pénal de cette affaire ; les collègues ukrainiens, que je remercie, en particulier Roman Podkur, m'ont envoyé l'intégralité des copies des photos du dossier de plus de 25 000 pages réparties sur vingt-quatre tomes. Je recherchais ces archives, car l'affaire Hain est mentionnée dans la correspondance entre le ministère de la Sécurité d'État d'URSS (MGB) et le Conseil des ministres de l'URSS. En juillet 1952, Stalin fut informé de l'affaire : le MGB se vantait d'avoir appréhendé

1. Benjamin Pinkus, *Jews of the Soviet Union*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2009, p. 177-178.

2. « Shajka vreditel'j [La clique des saboteurs] », *Pravda Ukrainy*, 29 novembre 1952, p. 4, Harrison E. Salisbury, « Soviet Military Dooms 3 Civilians in Kiev Retail Trade », *New York Times*, 3 décembre 1952, p. 1 ; « Ukrainian Trio Faces Execution, Charged with Illegal Trading », *The Christian Science Monitor*, 3 décembre 1952, p. 6 ; « Reds Sentences 3 ex Officials to Die in Kiev », *Daily Boston Globe*, 3 décembre 1952, p. 6 ; « Russian Dooms 3 Trade Chiefs to Firing Squad. Accuse Them of Stealing Merchandise », *Chicago Daily Tribune*, 3 décembre 1952, p. 8. Je remercie Gennady Estraiikh de m'avoir indiqué ces articles de la presse américaine.

plusieurs groupes importants de voleurs (*krupnye gruppy rashititelej*) sévissant dans les organisations de commerce et d'artisanat de la ville de Kyiv³.

En 1952, le Comité central d'Ukraine avait relancé une campagne de lutte contre les vols et les détournements de fonds. Selon la formule consacrée, des signaux venus de « travailleurs » avaient dénoncé Hain et ses complices. Le Comité central d'Ukraine avait alors diligenté le MGB d'Ukraine pour enquêter sur ces déclarations et il avait découvert l'existence d'une bande organisée de « saboteurs (*vrediteli*) » ayant causé un important préjudice au commerce soviétique : quatorze kilogrammes d'or, 600 000 roubles et de nombreuses pièces de tissu avaient été saisis. Les membres de la bande furent incriminés pour sabotage (*vreditel'stvo*) contre-révolutionnaire, un procès public fut organisé avec les cadres et les employés de commerce, six autres procès en lien avec l'affaire se tinrent à la Cour suprême d'Ukraine⁴. En octobre 1952, une circulaire du Conseil des ministres de l'URSS constata les faits de vol et de détournement à Kyiv et les ministres du Commerce d'Ukraine et d'URSS reçurent des blâmes, plusieurs fonctionnaires furent renvoyés⁵. Les archives judiciaires produites dans le cadre de cette affaire sont riches en enseignement tant sur le fonctionnement de l'économie que sur la culture managériale et politique des entrepreneurs soviétiques au sortir de la guerre.

Introduction

À Kyiv, du 20 au 26 novembre 1952, au club du ministère de la Sécurité d'État (MGB), 15-17, rue Rosa Luxembourg, les inculpés Hanan Aronovič Hain, Jakov Evseevič Jarošeckij, David Izrailevič Gerzon, Moisej Salomonovič Gruško, Lev Šlemovič Teplickij, tous âgés de plus de cinquante ans à l'exception d'un seul, furent jugés coupables par le tribunal militaire de la région de Kyiv⁶. « Bande de saboteurs », « groupe antisoviétique », les termes employés dans le verdict et dans la presse attestent du caractère politique de l'affaire. La qualification des crimes elle-même procède d'un tour de passe-passe : la première accusation de vol de la propriété socialiste évolua en crime contre-révolutionnaire visant à saboter le commerce soviétique. La peine de mort, abolie en mai 1947, avait été rétablie en janvier 1950 pour certains crimes⁷ : après quatre jours de procès,

3. GARF (Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii – Archives d'État de la Fédération de Russie), f. 5446, op. 86s, d. 7172, l. 12-8, 18, 27-25, 29, 84-76.

4. CDAGOU (Центральный державний архів громадських об'єднань України – Archives centrales d'État des organisations sociales d'Ukraine), f. 1, op. 24, spr. 1729, ark. 214-215.

5. GARF, f. 5446, op. 86s, d. 7172, l. 12-8, 18, 27-25, 29, 84-76.

6. GDA SBU (Галузевий державний архів Служби безпеки України – Branche des archives d'État des services de sécurité d'Ukraine), f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 186-192, verdict.

7. La peine de mort fut rétablie pour les traîtres à la Patrie, les espions et les saboteurs (« О применении смертной казни к изменникам Родины, шпионам, подрывникам-диверсантам »). Ce rétablissement visait plutôt les collaborateurs des nazis, et les nationalistes, en guérilla contre

Hain, Jarošeckij, et Gerzon furent condamnés à la peine capitale et exécutés le 4 février 1953. Leurs biens et médailles furent confisqués, leurs familles déportées⁸. Les deux autres condamnés furent envoyés pour vingt-cinq ans dans des camps spéciaux du Goulag, au régime le plus sévère, sans que les demandes de révision de l'affaire déposées par leurs proches après la mort de Stalin n'aboutissent jamais⁹.

L'application de la peine de mort pour des affaires de criminalité économique pendant la période n'est pas mentionnée dans la littérature. Cette peine fut pourtant appliquée à Kyiv ainsi qu'à Moscou et à Bakou afin de réprimer les malversations économiques particulièrement importantes¹⁰.

Ce fut à l'issue d'une enquête sur diverses affaires de détournement, de vol et revente de marchandises, de corruption, ayant impliqué des dizaines d'inculpés et une centaine de témoins, que les protagonistes principaux de cette affaire furent appréhendés, détenus et condamnés. De 1946 à son renvoi en 1951, Hain dirigea pour le compte de l'État un commerce de gros de textile, une base (Glavlegsbyt) qui pourvoyait la région de Kyiv en tissu pour un chiffre d'affaires de plus de deux milliards de roubles et qui employait 160 salariés.

le pouvoir soviétique, mais fut aussi appliqué ici à des criminels économiques. Les chefs du parquet, de la police et de la Cour suprême demandèrent en février 1951 que la peine de mort soit rétablie pour les bandits condamnés à 25 ans, qui, dans les camps, terrorisaient la population détenue et les gardiens, GARF, f. 8131, op. 32, d. 3, l. 233-247.

8. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 241 : avis d'exécution de la sentence par le département A du MGB. Les recours en grâce des trois condamnés auprès du Comité central et du Praesidium du Soviet suprême furent rapidement rejetés, GARF, f. 7523, op. 76a, d. 143, l. 82-85. Selon les archives de la Cour suprême, de janvier à mars 1953, 181 personnes avaient été condamnées à la peine capitale, 136 avaient vu (comme dans le cas de Hain) leur verdict confirmé, 27 avaient vu leur verdict commué en privation de liberté et pour 18 cas, un complément d'enquête avait été exigé. Nous ne savons pas combien furent condamnées pour crimes économiques, mais elles constituaient un nombre sans doute marginal, GARF, f. 7563, op. 76s, d. 178, l. 2.

9. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 354-355.

10. Dans sa magistrale histoire de la justice pénale sous Stalin, Peter Solomon note que « le retour de la peine capitale pour les crimes non politiques vint seulement après la mort de Stalin », Peter H. Solomon, *Soviet Criminal Justice under Stalin*, Cambridge, U.K. – New York : Cambridge University Press (Cambridge Russian, Soviet and Post-Soviet Studies 100), 1996, p. 412. Mais les juristes soviétiques savaient que la peine capitale avait été appliquée pour des affaires de crimes économiques. Un document d'avril 1953 de la Commission des propositions de loi du parlement soviétique souligne que la pratique judiciaire de ces dernières années traitait les vols de grande ampleur (*hiščenje v osobo krupnom razmere*) comme contre-révolutionnaires et punissait les personnes coupables de ces crimes selon l'article 58-7 du code pénal. Il cite les procès dans les villes de Kyiv, de Bakou et de Moscou, Andreï Artizov, ed., *Reabilitacija – Kak eto bylo : Dokumenty Prezidiuma CK KPSS i drugie materialy* [La réhabilitation : comment c'était. Documents du Praesidium du CC de l'URSS et autres matériaux], M. : Mezhs. fond « Demokratija », 2000, t. 1, p. 32. Dans l'affaire Hain, les condamnés furent accusés selon les articles 54-7 et 54-11 du code pénal d'Ukraine (sabotage dans la sphère économique), mais finalement condamnés selon un article plus sévère encore, l'article 54-2 (soulèvement armé). Ce changement permettait de leur appliquer le décret de janvier 1950 de rétablissement de la peine de mort, de les exécuter, de déporter leurs familles et de confisquer tous leurs biens, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, p. 191.

Le choix de l'étude d'une affaire particulière, à une échelle d'observation micro-historique, permet d'entendre la voix des inculpés¹¹. Dans la prison centrale de la Sécurité d'État de Kyiv, ils subirent le sort des prisonniers politiques avant d'être jugés en quatre jours. Les cinq principaux accusés furent interrogés pendant plusieurs mois, souvent deux fois par jour, régulièrement de nuit, confrontés entre eux et avec les témoins¹².

L'examen du dossier pénal — entièrement en russe, jamais en ukrainien (ni en yiddish) — conservé dans les archives de la police politique d'Ukraine, permet de reprendre les détails de l'affaire (interrogatoires, pièces à conviction, inventaires, confrontations entre inculpés et témoins, protocoles du procès...) et d'entendre les accusés qui, par le biais de leurs dépositions, retracent, avec les inspecteurs, une histoire des relations de pouvoir à l'échelle locale au sein desquelles les transactions corruptrices étaient constantes¹³. Ces archives permettent de décrire leurs trajectoires, leurs rencontres et leurs transactions quotidiennes. Elles révèlent la manière dont les prévenus comprirent les attentes de l'enquête, comment ils les déjouèrent, mais aussi comment ils produisirent une représentation partielle de la réalité sociale, un récit fabriqué, fictionnel — moins en termes de faux récit que de mise en narration¹⁴. Les inspecteurs, comme les prévenus et notamment Hain, offrent finalement l'image d'un réseau d'entrepreneurs actifs, malins et menaçants. L'ensemble dessine les traits d'un certain milieu, celui des cadres du commerce soviétique qui se débrouillent dans le contexte extrêmement contraint de la désorganisation, de la pénurie et de l'anxiété de l'après-guerre¹⁵.

Cette étude de l'affaire Hain entend restituer comment, devant les enquêteurs du MGB, des cadres racontaient les règles du jeu social et économique et le passage à l'acte délictueux et au crime. Ne niant pas leur conduite ni la plupart des faits qui leur furent reprochés, les prévenus s'attachèrent à prouver que leurs actions relevaient d'autres intentions que le crime, mais leurs arguments alimentaient aussi les préjugés de l'instruction, notamment autour de leur judéité. Hain, le principal accusé tenta de justifier ses activités illégales en renvoyant à la nécessité

11. Concernant l'emploi de la démarche micro-historique, la bibliographie est longue, voir notamment l'introduction de Jacques Revel à l'ouvrage de Giovanni Levi, *Le pouvoir au village : histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, P. : Gallimard (Bibliothèque des histoires), 1989, et, plus récemment, dans un contexte historique proche de notre étude, Claire Zalc, éd., *Pour une microhistoire de la Shoah*, P. : Seuil (Le genre humain 52), 2012.

12. V.N. Khaustov, V.P. Naumov, and N.S. Plotnikova, eds., *Lubjanka : Stalin i MGB SSSR, Mart 1946 - Mart 1953, Rossiya. XX Vek. Dokumenty* [La Lubjanka : Stalin et le MGB de l'URSS, mars 1946 – mars 1953, Russie, xx^e siècle, Documents], M. : Mezhdunarodnyj fond "Demokratija"; Izd-vo "Materik," 2007. Document datant de 1947 décrivant à Stalin les techniques d'enquête et d'instruction du MGB, p. 52-56.

13. James Heinzen, *The Art of the Bribe : Corruption under Stalin, 1943-1953*, New Haven – London : Yale University Press (The Yale-Hoover Series on Authoritarian Regimes), 2016.

14. Natalie Zemon-Davis, *Fiction in the Archives : Pardon Tales and Their Tellers in Sixteenth-Century France*, Stanford, CA : Stanford Univ. Press, 1995.

15. Julie Hessler, *A Social History of Soviet Trade: Trade Policy, Retail Practices, and Consumption, 1917-1953*, Princeton, N.J : Princeton University Press, 2004.

de remplir le plan, d'augmenter le chiffre d'affaires, de répondre aux exigences d'équilibre financier au nom du principe de l'autonomie financière (*hozrasčet*), autrement dit en soulignant sa volonté d'agir en bon dirigeant d'entreprise, en bon commerçant, entrepreneur actif, disposant d'un bon réseau, dont les initiatives étaient au service de la croissance économique¹⁶. Pendant l'enquête, les inculpés firent la preuve de leur maîtrise de la rhétorique soviétique, ils tentèrent d'expliquer et de justifier leurs actions à l'aune d'une même éthique et d'un même objectif productiviste. Ils décrivaient un « contexte pratique » fait de relations et de liens institutionnels, qui brouillaient la perception des acteurs économiques de ce qui constituait la norme de bonne conduite. Ils entendaient éclairer l'enquête et l'État soviétique sur le fonctionnement du commerce soviétique : Hain expliqua même aux enquêteurs quels en étaient les défauts et les moyens d'y remédier. Ils finirent néanmoins par avouer, sous la pression de l'instruction, leur penchant pour l'argent, leur cupidité.

La description des interactions avec les enquêteurs, le jeu des preuves, les aveux des autres inculpés permettent de restituer la configuration particulière dans laquelle les accusés produisirent ce récit. La lecture attentive des archives permet de distinguer des phases de plus ou moins grande pression psychologique — et peut être physique —, la tenue de propos de commande, se distinguant de moments plus descriptifs. Ces propos, construits par le cadre de la détention et de l'interrogatoire, tournent autour de représentations, d'intentions, sous une forme de confession intime d'initiatives et de rencontres¹⁷. Ils permettent de mieux approcher le fonctionnement de l'économie et de la société soviétiques, ainsi que celui du parti ou de la justice, à l'échelle locale.

Une affaire de criminalité économique

Le département de lutte contre la criminalité économique, OBHSS, de la police d'Ukraine enquêtait sur Hain et ses complices et finit par les arrêter pour vol. Les arrestations eurent lieu en janvier, février, avril et juin 1952. Leurs avoirs furent saisis et inventoriés. Mais ce fut le MGB qui, très rapidement et par l'intermé-

16. Le fonctionnement de l'économie impliquait de savoir naviguer au sein d'une hiérarchie bureaucratique complexe. Les réfugiés soviétiques partis d'URSS à la faveur de la guerre ont raconté combien l'approvisionnement des entreprises dépendait d'un système qui répondait aux impératifs du plan, mais s'en éloignait aussi, notamment car l'acquisition de matières premières et l'écoulement des produits ne suivaient pas les règles établies. En concurrence pour l'obtention de marchandises, de matières premières et de construction en pénurie, les entreprises d'État, les coopératives de métiers ou de consommateurs tentaient de se les procurer hors des circuits et surtout hors des délais trop longs de l'approvisionnement officiel, Joseph S. Berliner, « The Informal Organization of the Soviet Firm », *The Quarterly Journal of Economics*, 66 (3), août 1952, p. 342-365.

17. Leur récit n'a rien à voir avec la cosmogonie du meunier Menocchio étudié par Carlo Ginzburg dans *Le fromage et les vers : l'univers d'un meunier du xvr^e siècle* (P. : Aubier, 1980), il est âpre, parfois cynique, malin et apeuré. Mais leurs descriptions sont souvent très précises sur leurs actions, leurs compétences relationnelles, leurs liens de confiance.

diaire de son département d'enquête (*sledčast'*), fut chargé de mener l'instruction afin d'éviter, expliquait-il, les risques de pression sur les enquêteurs ou encore la fuite des inculpés¹⁸. Hain, directeur de Glavlegsbyt, était désigné comme le chef de la bande, il se serait consciemment entouré de subordonnés au passé trouble : Jarošeckij, directeur de la section des lainages, ancien commerçant et spéculateur, Gerzon, à la tête du département des cotonnades, aux vues antisoviétiques, ou encore, Gruško, chef d'un des entrepôts. Ils étaient en outre en cheville avec Teplickij, au passé de commerçant et de spéculateur, opérant pour le compte du syndicat des coopératives du bourg de Kagarlyk, puis d'Obuhovo. À ces cinq accusés, dont le procès fut collectif, s'ajouta la poursuite de complices, jugés dans des procès séparés impliquant des employés de la base, des magasins, des coopératives et ateliers, des dépôts, ou encore les membres de leurs familles et leurs réseaux de connaissances. Dans l'acte d'accusation, l'instructeur du MGB se référait à leur volonté de saboter le commerce, de saper l'économie soviétique et de provoquer le mécontentement de la population. Se fondant sur leurs prétendus propos antisoviétiques, ils les accusaient aussi d'opinions nationalistes¹⁹.

Ainsi, de 1946 à son renvoi en septembre 1951, Hain avait dirigé la base (Glavlegsbyt) de commerce de gros de textile de la région de Kyiv²⁰. Son entreprise de commerce de gros recevait du tissu de toutes sortes, des châles et des draps, souvent de qualité, parfois importés, et devait les redistribuer aux différents magasins, coopératives, ateliers de confection ou de broderie de la région. Un nombre important de ventes et de reventes de tissu hors des circuits légaux y avait été constaté. Selon l'enquête, Glavlegsbyt avait fonctionné comme un magasin de détail. Les clients, personnages importants localement, s'y rendaient pour choisir leurs tissus qui étaient ensuite envoyés en magasin, ou à l'atelier de confection, où ils les réceptionnaient. À cela s'ajoutait le vol de marchandises, les employés de la base produisaient des surplus (*izliški*) en remesurant et redécoupant ce qu'ils avaient reçu. Ces surplus étaient revendus aux spéculateurs. Les inculpés furent prudents sur leur constitution et, pendant de longs mois, nièrent les accusations de vol, sachant les peines qu'ils encouraient pour ce délit. Depuis le décret de juin 1947, le vol de la propriété socialiste réalisé en bande était puni de 25 ans de camp. En revanche, ils avouèrent très rapidement leur implication dans un vaste système de corruption, seul susceptible de faire fonctionner correctement Glavlegsbyt. Si la base recevait du tissu de qualité, c'était parce que ses dirigeants graissaient la patte aux fournisseurs. Leur activité exigeait de se rendre

18. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 1, ark. 7.

19. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 22, acte d'accusation (*obvinitel'noe zaključenie*) du vice-directeur du département des enquêtes du MGB, major du MGB, Ionov, approuvé par le ministre de la Sécurité d'État d'Ukraine, p. 313-350 (et plus précisément sur ce thème p. 327, p. 337, p. 346-347). Ce réquisitoire fut aussi ratifié par le procureur militaire de la région militaire de Kyiv, puis par le président du tribunal pour décider de la tenue du procès. Au cours de ce dernier, ce fut le président du tribunal qui, bien que n'ayant pas écrit le réquisitoire, en donna lecture. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 22, ark. 356, 359; t. 24, ark. 24.

20. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 52.

dans d'autres villes pour se procurer du tissu, Moscou en premier lieu, mais aussi Leningrad, Odessa, Lviv, Ivanovo, Čerkasi, Tal'noe. Hain courait les expositions de tissu et les dépôts de textile, il effectuait plus d'une dizaine de missions par an, quand il n'envoyait pas Jarošeckij ou Gerzon²¹. Il donnait alors des pots-de-vin aux dirigeants des centres d'approvisionnement en textile et revenait avec des wagons de tissu. À Moscou, logé dans un grand hôtel, l'hôtel Moskva, il apportait des paquets de billets qu'il distribuait à des directeurs de l'administration centrale du ministère de l'Industrie légère. Pour les payer, Hain avait besoin de coupures. D'après son témoignage, son besoin pressant en coupures de monnaie expliquait son entrée dans le crime. À son arrivée à la tête de la base, il avait réuni les chefs des entrepôts et avait demandé de l'argent en espèces : il se doutait qu'ils recevaient des pots-de-vin des clients de Glavlegsbyt. Les représentants des magasins, des coopératives rurales, des ateliers se rendaient sur la base et, laissant à leur tour des enveloppes, demandaient à être mieux et plus vite fournis que les autres.

Les inculpés furent finalement accusés de malversations multiples, de vol, de spéculation, de recel d'or et de devises et d'échanges de pots-de-vin. Selon l'enquête, leur mauvaise gestion financière avait abouti à un vol de la propriété socialiste qui se comptait en millions. Au terme de l'expertise comptable du ministère des Finances de l'URSS, ces malversations qualifiées de vol de la propriété socialiste avaient causé une perte à la base, soit un préjudice pour l'État de huit millions de roubles, finalement abaissé à sept millions dans le verdict.

Le contexte antisémite

D'après le témoignage de Ion Degen, un habitant de Kyiv contemporain de l'affaire, ce procès public fut l'occasion d'une démonstration d'antisémitisme au centre de Kyiv. Pour reprendre les classifications à l'œuvre en URSS, les accusés étaient tous de nationalité juive. Peu instruits, âgés, ils avaient échappé à la Shoah grâce à l'évacuation. Alors que débutait l'affaire des blouses blanches²², un des épisodes antisémites les plus durs de l'histoire soviétique, les autorisations pour se rendre au procès Hain furent distribuées dans des institutions de commerce : en obtenir une était « plus difficile que d'avoir des billets pour la tournée du Bol'šoj ». Le chef

21. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 5, ark. 321-328.

22. Gennadij Vasil'evič Kostyrčenko, *Tajna politika Stalina: vlast' i antisemitizm* [La politique secrète de Stalin : pouvoir et antisémitisme], (Izd. 2-e, dop M. : Meždunarodnye otnošenija, 2003), concernant la criminalité économique, p. 610. En octobre 1951, une lettre anonyme venue de Harkiv est analysée au Comité central. Elle dénonce les vols commis dans les établissements de commerce et les lie directement à la présence massive de Juifs aux commandes. Les nationaux (ukrainiens) étaient sous-représentés, les Juifs tiendraient 90 % des positions dans le commerce, mais cette présence s'étendrait aux institutions de contrôle, des finances au parti et à la culture, RGASPI (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii – Archives d'histoire socio-politique de l'État de Russie), f. 17, op. 135, d. 62, l. 147-151.

d'Ion Degen — au département d'orthopédie d'un institut médical de Kyiv — fut cité comme témoin au procès de Hain²³. À la suite de cette affaire, il fut exclu du parti et limogé de l'institut médical. Quant à Ion Degen, pour les relations amicales qu'il entretenait avec son ancien chef, il dut subir les propos antisémites de collègues, traitant les Juifs de voleurs et de contre-révolutionnaires²⁴.

Au cours de l'instruction, certains prévenus durent répondre de leurs « vues nationalistes », en particulier Gerzon, condamné pour son prétendu désir de quitter le pays. Hain fut accusé d'avoir eu recours à un tribunal d'arbitrage communautaire juif (*tretejskij sud*), pour obliger un de ses créanciers à lui verser le pot-de-vin dont ils étaient convenus. Au cours d'un interrogatoire, Jarošeckij expliqua que Hain avait eu recours à un « juge » d'arbitrage (*tretejskij sud'ja*), Ezerskij, car il n'arrivait pas à recevoir le recouvrement d'une dette auprès d'un certain Zaslavskij. Poussé par l'enquêteur, Jarošeckij expliqua qu'il existait encore, enracinée dans les coutumes des Juifs des shtetls, une manière de résoudre les litiges à l'aide d'un « tribunal d'arbitrage » dont la décision, engageant les deux parties qui s'étaient mises d'accord sur le juge, ne pouvait être remise en cause. Il était impossible de s'y soustraire, car si la décision de ce juge n'était pas respectée, le coupable subissait un opprobre moral : ses liens, et en particulier ses relations d'affaires, étaient alors rompus. Quand les deux parties ne pouvaient s'entendre sur le choix d'un juge, ils en convoquaient deux, et de préciser que les juges étaient habituellement des rabbins, des personnes spécialisées dans la résolution des litiges, ou un Juif jouissant d'une grande autorité. Enfin, Jarošeckij expliqua que Hain ne pouvait avoir recours à un tribunal du peuple ordinaire pour récupérer l'argent, car il risquait de dévoiler des malversations et d'impliquer des complices. À la suite de cette explication, l'enquêteur conclut au caractère arriéré et nationaliste de la personnalité de Hain²⁵. Interrogé quelques jours plus tard, Hain nia avoir eu recours à un tel tribunal, ne sachant rien de leur existence²⁶. Pourtant, l'acte d'accusation, ratifié par le ministre de la Sécurité d'État d'Ukraine, mentionnait que Hain avait fait preuve de tendances arriérées, religieuses, nationalistes juives, en se tournant vers un prétendu « tribunal d'arbitrage »²⁷.

La police politique surveillait ces rites communautaires qu'elle considérait comme illégaux, mais aussi comme dangereux. En février 1952, une circulaire de la Sécurité d'État (MGB) citant les conclusions d'une enquête menée à Moscou alertait le Comité central de l'action de ces « tribunaux » au sein de la population

23. Il s'agissait sans doute de Boris Karlovič Babič. Interrogé pendant le procès, il avoua avoir été en contact avec la femme de Hain, Fenja, en tant que médecin. Cette dernière avait laissé une valise chez lui pour quelques jours. Ayant été mis au courant (par la rumeur) de l'arrestation de Hain, il tenta de s'en débarrasser, de la rendre à sa propriétaire par l'intermédiaire du neveu de Hain, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 132-135.

24. Ion Degen, *Iz doma rabstva* [De la maison du servage], Israël : Morija, 1986.

25. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 7, ark. 205-213, ark. 230-237.

26. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 3, ark. 174-179.

27. GDA SBU, f.5, op. 44303, t. 22, ark. 327.

juive : ces tribunaux d'arbitrage étaient « nationalistes » dans la mesure où ils ne concernaient pas les Russes ou les autres nationalités. Ils réglaient des litiges sur des questions de vie quotidienne, mais intervenaient aussi dans le domaine pénal, notamment dans les affaires de spéculation²⁸. Au procès²⁹, fut brandi le péril de l'existence d'un système judiciaire parallèle et communautaire, impliquant des Juifs aux comportements criminels : une menace pesait sur l'ordre social, économique et judiciaire soviétique.

Plusieurs kolkhoziennes, ukrainiennes et femmes « honnêtes », avaient été appelées à témoigner au procès. Elles étaient juste venues raconter la difficulté à trouver des châles. Ils n'étaient vendus qu'à prix élevé dans les bazars (*tolkučki*) de Kyiv, par des spéculatrices. On n'en trouvait pas dans les coopératives de villages au prix contrôlé par l'État³⁰. Cette confrontation entre kolkhoziennes, toutes de nationalité ukrainienne, et marchands juifs âgés, donnait au procès un caractère de spectacle. La mise en scène entraînait chez les accusés de longs repentirs. Et la découverte des effets de la corruption, en termes d'inflation générale des prix — et d'incapacité pour la direction stalinienne de les contrôler —, était présumée enseigner au public du procès composé de commerçants, les conséquences néfastes des échanges de pots-de-vin. Dans le prétoire, les inculpés expliquaient leur cheminement, la révélation progressive des méfaits de leurs échanges de liquidités. Leçon d'économie, l'enquête et le procès leur avaient révélé les mécanismes et les effets désastreux de l'inflation des prix des biens de première nécessité. D'après les criminels repentis, reprenant au procès les termes de l'accusation, l'inflation des prix avait provoqué un énorme préjudice au commerce d'État, un vol des consommateurs, une détérioration de leur niveau de vie. Elle avait mis à mal le gouvernement et le parti en constituant un frein à l'amélioration des conditions matérielles de la population après cette terrible guerre et avait provoqué son mécontentement³¹.

28. G. Kostyrčenko, ed., *Gosudarstvennyj antisemitizm v SSSR ot načala do kul'minatsii: 1938-1953* [L'antisémitisme d'État en URSS, des débuts à l'apogée : 1938-1953], M. : Materik Meždunarodnyj fond « Demokratija », 2005, p. 272.

29. Au procès, Hain rapporta que Zaslavskij lui avait promis 10 000 roubles et qu'au cours d'une rencontre avec Ezerskij, Hain l'avait informé de cette dette. Elle avait été acquittée peu de temps après. Mais il nia à nouveau avoir eu recours à l'arbitrage communautaire. Jarošeckij reconnut que s'il avait lui-même employé la qualification de *tretejskij sud*, Hain n'avait pas prononcé le terme, mais l'avait sous-entendu quand il avait dit qu'Ezerskij avait influencé Zaslavskij, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 79, 94-95.

30. Les châles indispensables à la vie quotidienne des paysannes se vendaient au marché noir à 270, 300 roubles, alors qu'ils n'en valaient pas plus de cinquante d'après les prix de détail d'État, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 106-110.

31. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 43. Leurs actions criminelles heurtaient de front l'obsession stalinienne de baisse des prix à la consommation et le nouveau discours visant l'amélioration du niveau de vie des Soviétiques, Kristy Ironside, « Stalin's Doctrine of Price Reductions during the Second World War and Postwar Reconstruction », *Slavic Review*, 75 (3), Fall 2016, p. 656-677.

D'après le protocole du procès, la salle accueillit le verdict avec de longs et bruyants applaudissements³² et le Comité central d'Ukraine se fit l'écho de ce succès public³³.

Boucs émissaires, les inculpés subissaient les effets de l'antisémitisme qui sévissait en Ukraine dans l'après-guerre. Le caractère politique du procès fit qu'à l'audience les accusés multiplièrent les signes d'attachement à l'Union soviétique. Ils réfutèrent l'accusation « d'activité antisoviétique consciente ». Hain s'en expliquait, il avait reconnu que son activité avait nui au commerce soviétique, « j'ai nui, mais il y a aussi un côté subjectif, mon but n'était pas de saboter, je n'avais pas de visée contre-révolutionnaire. Objectivement, je reconnais que mon groupe criminel organisé était une bande de saboteurs, mais subjectivement ce n'était pas un groupe de sabotage contre-révolutionnaire »³⁴. Il rappelait sa bonne intégration soviétique, son appartenance au komsomol et au parti depuis son jeune âge. Un de ses complices, Gruško, dans un effort pour se disculper juste avant que le verdict ne soit rendu, rappelait qu'il avait travaillé vingt-cinq ans sous le tsar. Toujours inquiet, il avait vécu des « supplices atroces, tourments et autres souffrances » sous l'ancien régime. Il concluait que le peuple juif ne pouvait agir contre le pouvoir bolchevik, puisque ce dernier en avait fait des égaux avec les autres peuples³⁵.

Les accusés avouèrent finalement une passion pour l'argent, avoir agi poussé par l'appât du gain (*naživa*), reprenant à leur compte le double stéréotype associé à la profession de marchand et à la judéité. Chacun des inculpés fut forcé de l'alimenter, tentant ainsi de se dédouaner d'une accusation encore plus dangereuse pour le début des années 1950, celle d'activité antisoviétique en lien avec l'étranger. En soulignant le caractère individuel d'une inclinaison coupable, ils évitaient d'apparaître comme membres d'une bande organisée visant le sabotage de l'économie soviétique. Pourtant, la référence à une mentalité marchande ou capitaliste (pour reprendre les slogans de protection contre le vol de la propriété socialiste) renvoyait aussi à l'existence de sous-cultures, de groupes autrefois fondés sur la corporation marchande que le régime combattait comme survivance d'un monde, d'une éthique et d'un ordre économique révolus. En insistant sur leurs particularités subjectives, leur propre cupidité et leur goût pour l'argent, ils avivaient les *a priori* du public. Ainsi, paradoxalement, les inculpés alimentaient les certitudes de l'accusation d'avoir en face d'elle un véritable danger social. Dans leur volonté de se prémunir de l'inculpation d'organisation antisoviétique, les condamnés s'étaient retrouvés acculés à d'entretenir les préjugés que le public du tribunal leur avait associés.

32. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 166, 168.

33. CDAGOU, f. 1, op. 24, spr. 1729, ark. 214-215.

34. Il prouvait ainsi sa bonne connaissance de la législation soviétique, l'action antisoviétique en conscience étant plus sévèrement punie. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 95.

35. *Ibid*, ark. 168.

Trajectoires et destins

Hain est né en 1903 à Mežerič, Pologskij rajon, Zaporožskaja oblast', colonie agricole juive fondée en 1880 en Ukraine, bourg aujourd'hui à peine peuplé situé à l'est du Dniepr, sur la rive droite de la rivière Gajčur. De 1921 à 1926, il fut conducteur de transport ferroviaire. Comptable d'un grenier puis d'une usine, il s'installa en 1929 dans le port de Mariupol' sur la mer Noire. Il vécut ensuite à Odessa, où il rencontra Pavel M. Rakin, futur membre influent du parti (*obkom*) ou encore Mihail Semenovič Lavrent'ev. Pendant la guerre, il avait échappé à l'armée et à la Shoah, mais son père était mort en 1942, selon toute probabilité assassiné par les nazis. Trouvant refuge dans la ville déshéritée de Barnaul, Hain devint directeur d'un trust de cantines et restaurants, puis vice-président d'un combinat. Il fut alors poursuivi par l'OBHSS pour des opérations frauduleuses de trafic de cartes de ravitaillement — en faveur des femmes de soldats et sur ordre du parti, se défendra-t-il — et autres malversations, mais les poursuites furent stoppées³⁶. En évacuation, il conforta son amitié avec Mihail Semenovič Lavrent'ev, avant que celui-ci ne se rendît à Kunel' où se trouvait le commissariat à l'Industrie légère au sein duquel il fit carrière. Après la guerre, Lavrent'ev devint un des directeurs du centre principal d'approvisionnement de Moscou, dépendant du même ministère. À Barnaul, Hain rencontra une fois Malyj, autre futur fournisseur moscovite. L'instruction le poussa à avouer que, dans ses différents emplois, il jouissait de la protection de la « section spéciale » et qu'il avait ainsi échappé au service militaire³⁷.

Profitant des filières de promotion sociale offertes par le régime stalinien, Hain avait finalement suivi des études supérieures par correspondance pour devenir ingénieur économiste³⁸. Il obtint ce diplôme, délivré par un Institut du textile, en 1946. Diplôme en poche, à 43 ans, Hain devint le directeur de Glavlegsbyt.

Il fut renvoyé de ce poste en 1951, puis arrêté par la police le 13 février 1952 et remis au MGB le 27 février. Après six mois d'interrogatoires, le 23 août, d'une écriture tremblante, il avoua dans une des déclarations recueillies au cours de l'instruction que c'était une inclinaison coupable qui l'avait poussé sur la voie du crime. Il faisait de son environnement à la base et de ses proches collaborateurs, la cause de ses crimes. À Kyiv, « les survivances du capitalisme ont trouvé leur place dans ma conscience », déclarait-il alors qu'il se défendait d'avoir reçu de sa famille ou de son milieu, une psychologie bourgeoise³⁹. Hain résista longtemps à l'instruction. Au procès, refusant l'aide des avocats commis d'office, il mena seul sa défense, s'opposant aux conclusions de l'expertise, appelant des témoins à la barre, demandant enfin son rachat par le travail dans les camps, implorant dans sa dernière

36. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 5, ark. 316-319.

37. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 5, ark. 168-173.

38. Sheila Fitzpatrick, *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-1934*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002.

39. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 4, ark. 184-203.

missive, sa demande en grâce envoyée au Soviet suprême, qu'on ne lui infligeât pas la peine de mort⁴⁰.

Hain avait travaillé en étroite collaboration avec Abramov, décédé au moment de l'instruction. Il était en outre proche de Jarošeckij, de dix ans son aîné (né en 1893). Ce dernier était chef du département des lainages et ils habitaient le même immeuble, rue Kostel'naja, rue huppée du centre de la capitale ukrainienne. Jarošeckij n'était allé qu'à l'école élémentaire juive, il avait perdu ses deux parents, tués en 1919 sans doute au cours des pogroms qui jalonnèrent la guerre civile. Pour la police, son profil correspondait en tout point à celui du « criminel économique », quand le penchant criminel est compris comme symptôme d'un atavisme social, voire ethnique. En 1923, il caressa l'idée avec un ami de traverser la frontière illégalement, d'aller monter une ferme en Amérique⁴¹. D'après son récit au procès, restituant l'atmosphère violente de l'Ukraine, il raconta que c'était à la suite d'une attaque de bandits dans le bourg de Brusilov, au cours de laquelle lui et son ami durent se cacher au grenier, que l'idée de quitter le pays l'effleura⁴². Ses parents avaient travaillé dans un moulin, lui-même était devenu commis, il travaillait depuis l'âge de douze ans. Quand la profession fut interdite en 1928, il tint un petit commerce. Il fut bientôt arrêté, car il avait vendu quelques kilogrammes de sucre à un prix supérieur au prix officiel. Condamné, il fit un an de prison en 1931. À partir de 1934, il travailla à la base Glavlegsbyt de Kyiv, à l'exception de la période de l'occupation nazie au cours de laquelle il fut évacué à Novosibirsk. Il en fut renvoyé en septembre 1951. Avec l'appui du réseau de Hain et du parti, il tenta de retrouver sa place, en demandant conseil afin de faire appel auprès de la Cour suprême d'Ukraine de la décision du juge de ne pas le rétablir dans son travail⁴³. En janvier 1952, il fut arrêté et interrogé, avoua rapidement quelques malversations, notamment des achats de tissu effectués directement dans les entrepôts — ce qui était strictement interdit —, et réglés en espèces par des particuliers. Il finit par passer à des aveux plus complets. Jarošeckij fit référence à la tenue relativement tardive d'une réunion, le 20 octobre 1949, au cours de laquelle Hain avait demandé conseil pour trouver de l'argent afin de reconstruire les entrepôts. Le « patron » avait ensuite exigé des espèces pour se rendre à Moscou. À partir d'octobre 1949 jusqu'en avril 1951, à la tête du département des lainages, Jarošeckij reçut systématiquement des pots-de-vin de clients et reversa chaque mois en moyenne 2 000 roubles à Hain, soit un total de 36 000 roubles. En outre, il avoua avoir fait des surplus de tissu, dont une partie avait été revendue sur place contre de l'argent liquide, le plus souvent à des clients envoyés par Hain et son adjoint Abramov⁴⁴. Hain avait accepté les pratiques de

40. GARF, f. 7523, op. 76a, d. 143, l. 82-85, lettre du 28 novembre 1952.

41. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 7, ark. 177-183.

42. D'après l'interrogatoire de Gerzon, à l'époque dans la région de Kyiv, des bandes antisoviétiques poursuivaient et tuaient les Juifs ; il expliquait le désir de s'enfuir de Jarošeckij comme datant de 1920 et non de 1923, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 10, ark. 164-165.

43. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 202, 220.

44. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 143-146, interrogatoire du 12 mars 1952, ark. 149-154, interrogatoire du 14 mars 1952.

ses subordonnés, les aurait orchestrées de loin, percevant régulièrement de l'argent de ses subordonnés, Jarošeckij et Gerzon, rejoints par Gruško.

Gerzon, né en 1889, était directeur de la section des cotonnades de la base et n'avait fréquenté que l'école secondaire juive. Son père, employé dans un hôtel d'une ville de province, était mort en 1916 et sa mère assassinée en 1941. Détesté par Hain, qui rapportait des rumeurs sur sa prétendue ancienne appartenance au MGB avant d'en avoir été exclu pour faute, Gerzon ne fut arrêté qu'en avril. Il passa très vite aux aveux, il se décrivit comme acculé à voler, ne pouvant échapper à une atmosphère criminelle ni aux ordres de Hain. Il fit débiter l'activité criminelle de ce dernier à l'automne 1946, soit à l'arrivée du nouveau patron. Hain lui aurait intimé de donner aux clients qu'il allait lui adresser, les meilleures pièces de tissu⁴⁵. Gerzon avait été entraîné sans le vouloir dans le crime, d'abord pour se procurer la streptomycine nécessaire à soigner sa tuberculose, puis pour assurer sa vieillesse et l'avenir de ses enfants⁴⁶. Cette description d'une entrée dans le crime sans rupture ou réflexion se justifiait dans un contexte général de corruption.

Gerzon fut ensuite longuement interrogé sur son changement de patronyme qui était passé de Strulevič à Izrailevič quand il avait pris son passeport soviétique en 1918 — Strul' et Izrail' sont synonymes, mais son père employait le premier⁴⁷. Et le premier août, Gerzon reconnut des propos, voire son activité, antisoviétiques. Au cours d'un interrogatoire nocturne — qui s'interrompt à 2h 45 du matin —, il expliqua avoir mal réagi en 1950 à la fermeture des théâtres juifs de Moscou et Černivci. À la base, des bruits circulaient selon lesquels les Juifs allaient être renvoyés des fonctions importantes et perdre leur travail. Il avait parlé d'une nouvelle oppression dont les Juifs étaient victimes. Ces propos, il les partageait avec Gruško et Jarošeckij, quand ils s'en retournaient ensemble à leur domicile⁴⁸.

Gruško, sans éducation à part celle qu'il s'était donnée en autodidacte, était le chef d'un entrepôt de la base. Âgé de 62 ans au moment de l'affaire, il venait d'une famille de petits marchands et ses parents étaient morts dans les années 1900. Il avait travaillé sur la base Glavlegsbyt dès 1938. Pendant la guerre, il avait d'abord erré sans travail à Harkiv et à Stalingrad, puis travaillé dans une usine de Urjupinsk. Il avait exercé dans le commerce de textile comme chef d'entrepôt à Stalinsk, puis comme vice-directeur d'un établissement du même type à Kemerovo. Kyiv libérée, il était revenu à la base Glavlegsbyt. Il avait commis de petites malversations avant l'arrivée de Hain, qui l'avait rétrogradé. Gruško s'en était offensé. Recevant des « suppléments » de salaire pour se taire sur les détournements de Gerzon dont il dépendait, il avait demandé à avoir plus, à entrer dans le partage. Pressé par le MGB, il avoua avoir déclaré que sous l'Empire, les commerçants étaient plus serviables, d'autant qu'ils gagnaient mieux leur vie. La relation aux

45. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 9, ark. 155-159.

46. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 65.

47. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 9, ark. 182-185.

48. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 10, ark. 153-162.

clients était alors meilleure, les couleurs des étoffes plus chatoyantes. Il enseignait à ses subordonnées à agencer les étals comme à l'époque, autant de propos qui lui furent reprochés⁴⁹.

Enfin, le dernier protagoniste du procès, Teplickij, dont la description des malversations servit de fondement au procès, était chargé de l'approvisionnement en tissu des réseaux de coopératives dans différents districts. Il raconta comment, pour obtenir les marchandises nécessaires, notamment les tissus ou les châles les plus demandés, il s'était entendu avec les collaborateurs de Hain pour les recevoir à un prix plus élevé que le prix fixé par l'État. Il en écoulait ensuite une partie en les vendant à des spéculateurs ou sous le comptoir, faisant ainsi des bénéfices lui permettant de se ravitailler auprès de la base. Bien que travaillant pour des entreprises rurales, il était basé à Kyiv, cherchant à se procurer les tissus qu'il rapportait dans les bourgs des coopératives auxquelles il était attaché. Il agissait comme un représentant à Kyiv, achetant pour le compte de coopératives, un *tolkač*, qui alimentait des spéculateurs en tissu, tandis qu'il fournissait aux coopératives l'argent permettant leur équilibre comptable, mais pas les tissus, effectuant ainsi des « opérations sans marchandises ». Teplickij était issu d'une lignée de petits commerçants. Son père tenait une épicerie, mais il n'était pas riche. Ses parents étaient tous deux morts assassinés par les nazis en 1941, leur fils avait trouvé refuge en évacuation à Frunze. Teplickij décrivait que depuis l'âge de dix ans, il avait appris à vendre, du cirage d'abord. Il avait été commis dans l'épicerie de son père, il avait revendu le lait de leur vache et, à la fin de la NEP, il était devenu mécanicien avant de travailler dans les coopératives. À la fin de la guerre — qu'il ne fit pas du fait d'une exemption liée à ses pieds plats et à une déformation —, il spécula pendant un an. Son passé, selon ses propos devant le tribunal, faisait de lui un « margoulin invétéré (*zakorenelyj torgaš*) ». Ayant gagné 400 000 roubles, une moyenne de 50 000 par an, il avait agi par cupidité pour assurer sa vieillesse et la sécurité de sa famille. Chaque mois, il dépensait 2 000 roubles de plus que son salaire⁵⁰.

Au cours de l'instruction, se dessine un groupe dont les membres ont des trajectoires similaires dans l'exercice difficile du métier de commerçant. Ses membres se définissent surtout par leur capacité à résister à la pauvreté et au désordre et à profiter des opportunités offertes par le manque de contrôle pour s'enrichir. Les témoignages et les aveux des inculpés décrivent l'ampleur du phénomène de petits vols et délits, infractions comptables, détournements. Ils montrent combien il était facile de trouver des complices et des alliés à arroser, contents d'améliorer un quotidien difficile. Le sentiment que travailler dans le commerce impliquait de petites arnaques était partagé. Gerzon, qui s'était particulièrement enrichi (174 000 roubles saisis) reprenait l'adage, « il est difficile pour l'honnête homme de faire du commerce »⁵¹. Gerzon comme Jarošeckij assuraient avoir pris peur face à l'ampleur

49. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24 : Propos tenus au moment du procès.

50. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 35, 37-40.

51. « Čestnomy čeloveku v torgovle bylo tjaželo rabotat' [Il était difficile pour un homme honnête de travailler dans le commerce] », GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 65.

des délits, à la facilité avec laquelle ils s'organisaient et au volume d'argent finalement échangé. Ils pensaient, dirent-ils aux inspecteurs du MGB, que cela allait mal finir. Gerzon rapporta n'avoir rien su faire de cet or et de cet argent accumulés « je ne sais qu'en faire, ils me pèsent »⁵². Face aux doutes et aux anxiétés légitimes de ses complices, Hain les aurait calmés ; il leur aurait dit jouir d'une protection puissante, d'un Dieu qui leur viendrait en aide en cas de difficulté (*u nas est' bol'šoj bog kotoryj nam pomožet*). Au procès, Hain lui-même fut appelé le « grand Dieu (*velikij bog*) » par certains de ses subordonnés⁵³. L'édification par l'instruction d'un collectif autour de la figure de Hain permet de le qualifier de bande organisée.

Du vol au sabotage

Placée sous le régime de l'autonomie financière qui veut que l'entreprise équilibre son budget, les recettes devant couvrir les dépenses, la direction était responsable des déficits, même si en URSS une entreprise ne pouvait faire faillite. Tenir le plan et l'équilibre comptable était un impératif stressant, difficile, auquel Hain se référait sans cesse. Il se décrivait comme un responsable anxieux de multiplier les échanges, légaux et illégaux. Au cours du procès, Hain décrivit ses initiatives, illégales, pour obtenir des marchandises, mais aussi ses tentatives de suivre les réglementations changeantes et de composer avec les contrôles incessants dont la base faisait l'objet. En 1949, ordre avait été donné de ne fournir des marchandises qu'aux entreprises ayant signé un contrat formel avec la base. Le contrôle physique des entrées et des sorties des entrepôts avait été rétabli⁵⁴.

Hain et Jarošeckij contestèrent le chiffre des huit millions de pertes. Au cours de leurs interrogatoires comme à la barre, ils expliquèrent au contraire que le premier était arrivé à la direction de Glavlegsbyt avec la ferme intention de reconstruire la base, en commençant par les entrepôts détruits par la guerre. Il fallait trouver de l'argent pour les travaux. Il espérait que les ateliers de confection ou de broderie, les magasins et les particuliers s'adressent à la base avec la certitude d'y trouver le tissu recherché. Et quand le contrôle, assuré par un bon étiquetage et la surveillance des entrées et des sorties de tissu, était flottant, ses subordonnés profitaient de l'aubaine. Surveillée du fait de sa taille, contrôlée au cours de multiples inspections, la base semblait fonctionner normalement, les opérations délictueuses étaient invisibles dans les comptes. Hain en vint à faire l'éloge du MGB, seule institution suffisamment puissante pour arrêter les malversations⁵⁵.

Pourtant la base était en déficit, même si le chiffrage de ce dernier fit l'objet de contestations. Jarošeckij avait entrepris ce décompte et avait avoué une perte

52. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 66.

53. GDA SBU f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 167.

54. *Ibid.*, ark. 151-155.

55. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 100.

de quatre millions. À la faveur du procès, les contrôleurs des finances l'avaient estimée à huit millions⁵⁶. Hain contesta ce chiffre et fit valoir son action en parlant d'un profit de 15 millions de roubles pour un chiffre d'affaires global de la base atteignant 2,5 milliards de roubles⁵⁷. En 1950, la base de Hain était impliquée dans 3 000 affaires judiciaires et 7 500 demandes de recouvrement avaient été émises contre elle pour des retards de paiement des clients — trois cents contrats liaient alors la base à ses derniers. S'il y avait déficit, précisait Hain, cela provenait de la fusion de la base avec un autre établissement endetté. Appelée à la barre par Hain au moment du procès comme témoin à décharge, le juriste de la base expliqua à son tour les difficultés comptables — concernant les créances notamment — comme finalement n'étant apparues qu'au moment où deux dépôts commerciaux avaient été réunis en 1949, Hain prenant en charge une entreprise déficitaire⁵⁸. Beaucoup d'opérations de transfert différé de marchandises — qui permettent d'inscrire dans les comptes l'achat ou la vente, mais de les effectuer physiquement plus tard —, avaient été autorisées. Les témoins appelés à la barre doutaient parfois des autorisations qu'ils avaient données, étaient-elles légales ?⁵⁹

Jarošeckij contesta aussi les extrapolations de l'expertise comptable sur le volume de tissu volé. Les experts avaient conclu au caractère systématique de la constitution d'excédents de tissu volé à l'arrivage des cargaisons, ou encore à des opérations frauduleuses de tri des marchandises⁶⁰, mais les accusés n'avouèrent que des vols sporadiques. Par exemple, l'arrivée de 2 000 mètres de tissu sans que ne fût noté le métrage les poussa à faire des excédents, mais ils ne le faisaient pas systématiquement. Pour la laine, à partir de 1950, elle arrivait déjà emballée et ne pouvait pas faire l'objet de transformation. Et ce ne fut qu'à partir de 1950 que le juriste de la base les informa de la manière précise d'enregistrer les arrivages de marchandises, notamment concernant les assortiments de tissu. Les inculpés tentèrent donc à travers une série de considérations techniques de relativiser leur faute, l'expliquant par l'absence de contrôle, la désorganisation. Surtout, l'ensemble du personnel volait chacun à son échelle, cette culture du vol rendait leur faute morale plus légère.

Les cas précis de vol et de trafic que Hain finit par reconnaître et que le verdict énumérait, étaient finalement bien moins nombreux que la somme des pertes qui fut attribuée à ses détournements. Il est difficile, en l'absence d'une étude précise des détails de l'expertise comptable, d'évaluer laquelle des deux visions, celle des experts ou celle des inculpés, est la bonne. Pour l'historien, cette question importe

56. Ils avaient additionné les amendes pour immobilisation des marchandises sur les voies de chemins de fer, pour infraction aux assortiments de tissu et à leur qualité, pour non livraison à temps des marchandises aux acheteurs, pour créances irrécouvrables, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 170-178, résultat de l'expertise comptable ; ark. 187-190, verdict.

57. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 99, 165.

58. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 152-154.

59. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 155-156.

60. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 170-178, résultat de l'expertise, dialogue de Hain avec les experts pendant le procès, ark. 103-105, 149-161, *Ibid.*, argumentaire de Gerzon, ark. 67, contestation de Jarošeckij, ark. 78.

finalement peu. Si les enquêteurs concluaient au caractère systématique des détournements, les accusés faisaient valoir le caractère plus ponctuel et aléatoire d'activités illégales menées de manière non systématique et peu coordonnée, conduites par un nombre important de travailleurs de la base. L'image d'une bande organisée autour du directeur Hain semble à la fois juste et exagérée, d'autres procès menés dans le cadre de cette même affaire montrent que les employés volaient sans que le directeur ne le sache ni ne le contrôle. La mauvaise gestion, le chapardage n'expliquaient qu'une partie d'un déficit lié aux difficultés d'honorer les contrats des fournisseurs et des clients.

Hain s'employa à tisser des relations commerciales organisées autour d'échanges de pots-de-vin (*vzjatki*). Afin de reconstruire la base détruite pendant la guerre, notamment ses douze hangars, Hain avait fait appel aux entreprises de construction dépendant des troupes de la Sécurité d'État (*voiska MGB*). Dans ses interrogatoires, il raconta comment il avait dû les soudoyer pour que les travaux se fassent dans les temps. Le comptoir de Kyiv de la direction de construction militaire des troupes du MGB avait un accord avec la direction des camps du Goulag. Les ouvriers de leurs chantiers étaient des détenus⁶¹. Et, pour accélérer les travaux, Hain avait fini par directement graissé la patte à Krakovskij, le chef du camp local, afin qu'il lui envoyât un surplus de prisonniers travailler à la reconstruction des entrepôts⁶².

Hain avait payé des fonctionnaires de la direction générale de l'approvisionnement moscovite afin de recevoir plus rapidement, sans avoir à attendre (*vne očeredi*), des arrivages de tissu. Dans les bureaux des fournisseurs ou à leur domicile, il leur donnait de l'argent et obtenait des wagons de marchandises. L'arrivée de nouveaux tissus entraînait les « clients », représentant des coopératives, des ateliers à réclamer une partie de la marchandise sur la base. Ces articles étaient ensuite écoulés au marché noir, sous les comptoirs des coopératives et magasins, ou encore dans les ateliers de confection, par exemple pour réaliser des vêtements d'enfants et des jouets en surplus, qui étaient revendus⁶³. D'après Hain, soucieux de dénoncer la chaîne entière des malversations, ces ateliers payaient plus cher la matière première, ils se devaient de trouver de l'argent liquide et étaient poussés à produire des objets de moindre qualité, car fabriqués avec moins de tissu. L'ensemble donnait l'impression d'un vaste système de dépendance fondé sur les échanges illégaux de marchandises et de numéraire, dont les inculpés ne savaient bientôt plus quoi faire, entraînant hausse des prix et vol de matières premières, dont le rebut ne servait finalement qu'à produire des objets de mauvaise qualité.

Le volume d'argent échangé en pots-de-vin était volumineux, petites sommes, enveloppes de liquidités, distribuées régulièrement et en nombre. Ces paiements réguliers complétaient les bas salaires dont se plaignait notamment le personnel de justice. Jarošeckij considérait la réception de cet argent liquide comme une juste récompense. Quand il accordait une faveur, un accès privilégié à l'approvisionne-

61. Juliette Cadiot, Marc Elie, *Histoire du Goulag*, P. : La Découverte, 2017, p. 48.

62. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 39-41.

63. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 90-92.

ment en tissu, on le remerciait par un petit don pour lequel il ne disait pas merci, le considérant comme un dû (*dolžnoe*)⁶⁴. À Moscou, Lavrent'ev parlait de salaires réguliers (*očerednaja zarplata*) pour qualifier ces rentrées d'argent illégales⁶⁵. Ces rituels d'échanges silencieux, avec dépôts d'enveloppes dans les poches de manteau, sur les bureaux, dans les attachés-cases, renvoient à cette conviction partagée que le système fonctionnait de cette manière, que l'environnement général des échanges commerciaux était ainsi fait.

En outre, une série d'opérations « d'échanges sans marchandises » permettait de camoufler les détournements dans les comptes. Hain s'en expliqua, ne l'assimilant pas à un crime. Les marchandises n'arrivaient pas sur les étals des magasins et coopératives, mais l'argent au juste prix d'État avait été bel et bien perçu et se trouvait dans les caisses et dans les comptes, alors que les marchandises, vendues plus cher, s'échangeaient dans des circuits parallèles.

Selon le verdict final, les échanges entre intermédiaires entraînaient une flambée des prix des produits déficitaires, de trois à quatre fois leur prix. Cette tendance inflationniste propre à l'ensemble de la période soviétique devint une préoccupation importante pour la direction stalinienne après la guerre. La réforme monétaire de 1947 constituait une réponse, permettant de réduire à néant les économies des bénéficiaires du marché noir⁶⁶.

Tous les inculpés étaient inscrits dans une chaîne de dépendance et de relations que l'affaire Hain permet de reconstituer dans le détail, depuis le petit receleur jusqu'au procureur, en comptant familles et amis. Les réseaux de chacun n'étaient pas connus des autres. Le silence régnait, témoignant bien de l'atmosphère de terreur qui régnait sous Stalin. Les transactions se faisaient sans parole et les cinq inculpés racontèrent tous à la barre n'avoir pas discuté entre eux de leur entreprise criminelle. Ils s'étaient partagé l'argent, mais n'avaient jamais parlé de leur accord. Les intermédiaires ne se connaissaient pas, chacun avait son propre réseau de spéculateurs, de clients (chefs d'ateliers, de coopératives), de receleurs, de changeurs d'argent, de trafiquants d'or et de devises, même si, pour ce dernier cas, les inculpés s'adressèrent finalement au même. Teplickij raconta qu'en possession de 150 000 roubles et ayant entendu des bruits, dès janvier 1947, sur la réforme monétaire — qui fut promulguée en décembre —, il avait échangé ses roubles contre de l'or et avait aidé Hain à en faire de même.

À la base, l'initiative régnait à tous les échelons. Ayant constaté que des vols se déroulaient la nuit dans les dépôts, deux chefs d'entrepôts s'étaient mis d'accord pour payer, illégalement, une des employées, Kalinina, afin qu'elle fasse des rondes de nuit avec son chien⁶⁷.

64. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 170-172.

65. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 3, ark. 227.

66. L.N. Dobrohotov, ed., *Denezhnaja reforma v SSSR 1947 goda: dokumenty i materialy* [La réforme monétaire de 1947 en URSS : documents et matériaux], M. : ROSSPĖN, 2010.

67. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 203-206, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 14, ark. 164.

Un maître en son domaine

Hain affirmait que ses activités visaient au succès commercial de la base. Il voulait être auréolé de gloire, aussi cacher ses exploits commerciaux n'était pas son objectif. Et il se comportait en homme d'affaires. Il avait fait réparer une voiture — une Mercedes, bien trophée venu d'Allemagne — par un des employés de la base, à qui il avait ensuite proposé de devenir son chauffeur — privé, mais payé par la base —, sans que Hain n'en ait reçu l'autorisation. C'était donc en Mercedes, conduite par un chauffeur, qu'il se déplaçait⁶⁸.

D'après le témoignage à charge de ses complices, aidés de leurs avocats, Hain agissait donc comme un patron. Il était appelé maître (*hozjain*), en particulier quand il faisait preuve de brutalité. Ainsi, Gruško était tancé par le maître (*ego rugal hozjain*). Si Hain entendait parler d'un trafic dont il n'avait pas été informé, il demandait d'un ton menaçant si on avait complètement oublié son existence⁶⁹. Hain se comportait en maître, en propriétaire, quand il privatisait une voiture, organisait des fêtes pour ses employés. À la barre, Gruško l'accusa d'avoir oublié l'existence de l'État soviétique : devenu maître absolu (*polnyj hozjain*) de la base, Hain l'avait supplanté⁷⁰.

Les interrogatoires de ses complices le décrivaient à la fois comme brutal : il les convoquait violemment dans son bureau et exigeait de l'argent ; mais aussi comme les défendant des attaques venant de l'extérieur. Hain jouait le rôle de protecteur, notamment lorsque ses complices étaient menacés de poursuites judiciaires. La police découvrit, en mai 1951, 39 pièces de tissu en laine et en soie non inventoriées et cachées dans divers meubles d'un magasin de détail (n° 4). Elle arrêta sa direction. Ayant été mis au courant de la fouille du magasin n° 4, Hain et Abramov, son second, vinrent à la rescousse de leurs complices. Ils inventèrent que le tissu avait été livré pour l'organisation d'une exposition accompagnant une conférence organisée à l'attention de clients. Cette dernière se tint bel et bien, mais artificiellement. En septembre 1951, le procès des directeurs du magasin n° 4 eut finalement lieu, mais Hain intervint de nouveau en leur faveur en utilisant ses relations au sein du personnel de justice⁷¹.

Dans la description des actions de Hain apparaît un paradoxe, un aspect contradictoire, entre la surveillance dont la base faisait l'objet, la menace qui pesait sur les voleurs et le comportement ostentatoire de Hain. L'ostentation peut se comprendre, car elle était signe de puissance, elle intimidait dans un environnement général

68. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 121.

69. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 272, 316, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 14, ark. 316. Cette figure du *hozjain* joue un rôle ambigu dans l'histoire soviétique. Le terme était employé par les proches de Staline pour parler du dictateur. Le mot fut aussi repris par Gorbatchev dans son appel à l'initiative personnelle des managers soviétiques afin de faire du profit, d'exercer autorité et responsabilité.

70. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 167.

71. GDA MVS (Галузевий державний архів Служби безпеки України – Archives d'État du ministère des Affaires intérieures d'Ukraine), f. 19, op. 1, spr. 4, ark. 146-147.

corrompu. Hain raconta dans ses interrogatoires qu'il savait la base surveillée. Soumis à une dizaine d'inspections par an, il ne s'inquiétait pas. Il organisait déjeuners et dîners pour les réviseurs. Il distribuait quelques pots-de-vin. Il savait se montrer généreux avec ses employés qu'il alimentait pendant les fêtes. Il jouissait d'une réputation d'homme plein de largesses, aussi, spontanément, on lui demandait ou on lui proposait de l'argent⁷².

Les exactions dont il s'était reconnu coupable étaient commises aux yeux de tous. Nous l'avons vu, des particuliers se rendaient sur la base, dont des personnalités, des acteurs renommés, pour y choisir les tissus qu'ils récupéreraient ensuite dans des magasins ou des ateliers. Les manutentionnaires de la base, les chauffeurs observaient les allées et venues de personnes extérieures, mais quand ils faisaient des heures supplémentaires, ils recevaient en échange, saucisson et vodka⁷³, ou de petites sommes⁷⁴. La base jouissait d'une certaine réputation. Dans le bourg de Kagarlyk, quand une facture sans marchandises arrivait, on ne s'en étonnait pas, car elle provenait de l'entreprise de Hain (Glavlegsbyt), on savait qu'on y volait⁷⁵. Les complices disposaient d'appartements richement pourvus : téléviseur, piano, vêtements et ameublement, ils vivaient au-dessus de leur condition et au vu de tous, leurs enfants connaissaient une ascension sociale certaine. Il'ja, le fils de Hain, était membre du parti et étudiait à l'Institut polytechnique de Kiev ; Rahil', la fille de Jarošeckij, vivait à Moscou dans l'appartement privé de sa mère⁷⁶.

D'après Hain, ses activités étaient connues de l'appareil de police, elles étaient donc permises, elles prouvaient qu'il jouissait de protection. Il ne se cachait pas, confiant en son statut de membre du parti et en ses appuis influents. C'était grâce à Lavrent'ev depuis Moscou qu'il avait été pris à la direction de la base, il fallait en faire un établissement privilégié, grâce à cet appui, il serait aisé de remplir le plan⁷⁷. Il jouissait de l'amitié de secrétaires du comité régional du parti (*obkom*) de Kyiv (Gryz et Pavel M. Rakin).

Il n'avait cessé, avec l'aide d'Abramov, de tisser la toile serrée de ses relations. Si, lors de ses interrogatoires, Hain est peu disert sur ses convictions, il décrit en revanche avec beaucoup de détail une activité relationnelle incessante et il donne les noms de personnes haut placées avec qui il entretenait des rapports marqués par des échanges illégaux de marchandises, d'argent ou d'influence.

Au cours des interrogatoires, les inculpés décrivirent progressivement les clients de la base. Une longue liste de noms de personnalités régionales fut dévoilée par Hain et Jarošeckij, permettant de construire la constellation sociale dans laquelle évoluait Hain.

72. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 101.

73. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 14, ark. 124.

74. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 140.

75. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 14, ark. 115.

76. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 5, ark. 181, t. 24, ark. 337.

77. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 217-220.

Hanan Aronovič Hain, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 1, ark. 10

Hain énuméra donc ses supposés appuis, les membres du parti qui venaient à la base réclamer du tissu, mais aussi des policiers dont le chef de la section de l'OBHSS d'Ukraine avec sa femme, ou le chef de la milice de la ville de Kyiv, des membres de la municipalité de Kyiv⁷⁸. Le chef de la section du commerce du Comité central d'Ukraine, Maïhrovskij, se procurait lui aussi du tissu à la base⁷⁹. Hain fut forcé de dénoncer les artistes de l'opéra Ševšenko et du théâtre Franko qui étaient venus chercher le tissu nécessaire à la confection de costumes. En échange, un spectacle gratuit avait été donné aux employés de Hain⁸⁰. Quels qu'ils soient, membres de l'OBHSS, du parti (depuis le niveau local jusqu'au Comité central d'Ukraine), de la justice, acteurs et directeurs de théâtre, généraux ou attachés au ministère de l'Industrie légère, les clients de Hain et leurs épouses se rendaient sur place choisir leur tissu.

Hain expliqua sa chute, certes par l'immixtion du MGB, mais aussi parce que quelques jours avant son arrestation, en février 1952, le secrétaire du Comité central d'Ukraine l'avait traité d'affairiste (*delec*) à la conférence du parti de la ville de Kyiv⁸¹. Rakin, son principal protecteur, secrétaire du comité du parti de Kyiv — qui avait reçu du tissu et avait invité Hain plusieurs fois à sa datcha et à son domicile —, lui avait retrouvé un travail après son éviction de la direction des entrepôts textiles. Rakin avait été publiquement critiqué pour cela à cette même conférence. Selon le raisonnement de Hain, seule la fin de ses protections politiques expliquait donc finalement sa chute⁸².

78. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 195-207.

79. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 3, ark. 152-158, 170, t. 2, ark. 162-170.

80. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 5, ark. 15-20, t. 6, ark. 241.

81. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 1, ark. 192.

82. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 1, ark. 193, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 69-70.

Jakov Evseevič Jaroševskij, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 6

David Izrailevič Gerzon, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 9, ark. 9

Moisej Salomonovič Gruško, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 12, ark. 10

Lev Šlemovič Tepliskij, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 16, ark. 8

Tisser la toile des protections, notables du parti et hommes de loi

Hain comme Jarošeckij décrivirent les rites de rencontres, les liens, les échanges qui leur permirent de se protéger des enquêtes à plusieurs reprises. Les affaires de corruption de la justice s'étaient multipliées en URSS à partir de 1948, entraînant des purges importantes — restées cependant secrètes — des tribunaux dans l'ensemble du pays⁸³. À la corruption de la justice s'ajoutait celle du parti, ce dernier se devant de statuer des nominations importantes, mais aussi de donner son accord lorsqu'une affaire était initiée contre l'un des leurs⁸⁴.

Dès l'été 1950, au ministère de l'Industrie légère, on parlait déjà de retirer Hain de la direction de la base, mais le secrétaire de l'*obkom* de Kyiv de l'époque, Gryz, s'y était opposé⁸⁵. À plusieurs reprises, Hain avait eu recours au parti pour obtenir un billet de chemin de fer pour se rendre à Moscou. Quand, en 1951, un déficit fut découvert sur la base et qu'une enquête fut ouverte, Hain en parla au comité de la ville de Kyiv, à Rakin et au Comité central d'Ukraine. Leur intervention fut à l'origine de l'annulation de l'affaire⁸⁶. Enfin, quand il fut inquiet pour des déficits et que l'ouverture d'une enquête pénale fut à nouveau envisagée, la discussion fut menée avec la procureure dans l'enceinte du comité régional du parti. Les procureurs y annoncèrent leur intention d'annuler l'affaire⁸⁷. Cette proximité du pouvoir judiciaire et du parti, bien que connue de tous et presque statutaire, fut décrite comme abusive par Jarošeckij.

Au patronage du parti s'ajoutait une connaissance fine du système judiciaire et de son personnel. Hain raconta comment il s'attacha progressivement au juge d'instruction aux affaires les plus importantes du parquet d'Ukraine, Aleksandr Mikhajlovič Grebenjuk. Ce dernier se serait plaint de ses difficultés matérielles et de la nécessité de trouver de l'argent pour soigner son épouse. Leurs rencontres se multiplièrent, d'abord au parquet au sujet d'une affaire dans laquelle Hain avait été convoqué comme témoin, puis à leurs domiciles respectifs. Hain décrit l'appartement de Grebenjuk dont la particularité, outre son intérieur modeste, était la présence d'un escalier en bois — une rareté au centre de Kyiv. Une relation amicale se noua progressivement, faite d'excursions familiales — avec la voiture de Hain —, de dîners au cours desquels Hain laissait de l'argent, aide matérielle mise à la disposition d'un procureur pauvre. Au total, le montant des pots-de-vin s'éleva à cinq mille roubles, remis en six fois ; au départ, les échanges se faisaient essentiellement en nature. Hain expliqua qu'il avait conçu ces dons comme une forme d'assurance, « je lui donnais des pots-de-vin, mais on ne parlait pas affaire.

83. Heinzen, *The Art of the Bribe : Corruption under Stalin, 1943-1953*, chapitre 8, p. 230-278.

84. Juliette Cadot, « Equal Before the Law ? Soviet Justice, Criminal Proceedings against Communist Party Members, and the Legal Landscape in the USSR from 1945 to 1953, » *Jahrbücher Für Geschichte Osteuropas*, 61 (2), 2013, p. 249-269.

85. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 4, ark. 1-3.

86. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 257-258, 313-314.

87. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 286-289.

Mais dans la mesure où Grebenjuk me prenait de l'argent, j'espérais qu'il ne me poursuive pas sur une affaire en cours » qui concernait la circulation de marchandises de mauvaise qualité produites par l'usine Rosa Luxembourg et confectionnés avec les tissus de la base Glavlegsbyt. Et, en effet, l'affaire fut finalement abandonnée. Hain accusa Grebenjuk d'être intervenu à sa demande sur une autre affaire qui impliquait un certain Profimenko. Hain avait servi d'intermédiaire en donnant dans son cabinet un pot-de-vin à Grebenjuk. Quelques jours plus tard, Profimenko innocenté organisait chez lui un repas arrosé en présence du procureur Grebenjuk⁸⁸. Finalement, à la suite de l'affaire Hain, Grebenjuk vit son cas discuté au Comité central d'Ukraine, il perdit son travail, son appartenance au parti et fut remis à la justice⁸⁹.

L'intérêt de Hain pour le monde judiciaire fut aussi décrit par Jarošeckij, quand le premier demanda à celui-ci de l'accompagner au tribunal. Une affaire était alors jugée en appel. Assis sur les bancs du public, les deux complices observèrent les délibérations. Hain montra à son complice la mère du jeune homme condamné pour cambriolage, une femme médecin. Dans son discours, le procureur Pasečnik disculpa le prévenu (agissant comme un avocat plutôt qu'un procureur). Hain se tourna alors vers son complice pour savoir comment il trouvait Nikolaj Vasil'evič Pasečnik. Il lui expliqua qu'il devait aller dans son cabinet lui remettre l'enveloppe, le pot-de-vin qui lui avait été confié par la mère de l'accusé⁹⁰.

Hain décrivait Pasečnik comme un cynique, ayant débuté par une carrière de tchékiste avant d'être limogé et jouissant de nombreuses relations. Il avait rapporté à Hain les propos qui avaient été tenus contre lui à la conférence du parti de Kyiv (février 1952). Pasečnik était ukrainien, il avait travaillé à la Sécurité d'État et dans l'Armée rouge jusqu'à son détachement au parquet en 1947. Il avait été rapidement promu procureur des affaires pénales du parquet de la ville de Kyiv et avait tenté à plusieurs reprises, avec plus ou moins de bonheur, de stopper des affaires de vol, se mettant en lien avec les malfrats pour obtenir des pots-de-vin. En venant en aide à un médecin accusé d'abus de fonction, il avait réussi à se faire soigner gratuitement lui et ses proches. En se rapprochant de Hain, il avait reçu du tissu. Au cours de leurs rencontres, il parlait des affaires du parti⁹¹ et, finalement, Hain lui avait demandé de venir en aide à des complices dans l'affaire du magasin n° 4. Hain lui avait alors donné 3 000 roubles. Une fois que les condamnés avaient eu leur premier jugement allégé en appel, Pasečnik avait exigé d'eux la modique somme de 15 000 roubles⁹².

Hain décrivit aussi ses relations avec Rona L'vova Šumjackaja. Procureur des chemins de fer, elle fut chargée d'enquêter sur la découverte d'un déficit sur la base ; c'est dans cette configuration qu'elle rencontra Hain. Ils devinrent amis.

88. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, p. 44-57, ark. 65, 82-83, 115-118, t. 6, ark. 248.

89. CDAGOU, f. 1, op. 24, spr. 1729, ark. 214-215.

90. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 248-249, 278-285, 289, 300-305, 313.

91. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 1, ark. 188-196.

92. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 57-61, t. 24, ark. 433-435.

Sans qu'elle le demande, il lui fournit du bois de chauffage, du fuel, avant de lui remettre un pot-de-vin, la rencontrant à plusieurs reprises chez des connaissances communes. Hain multiplia les cadeaux qu'elle commença par refuser⁹³. Elle décida d'abandonner les charges contre Hain. Rona L'vova Šumjackaja et le procureur Pasečnik furent rétrospectivement condamnés pour « abus de fonction » par la Cour suprême d'Ukraine à dix et huit ans de camp⁹⁴.

Confiscations et saisies de l'ensemble des biens de l'entourage

Dès l'arrestation des inculpés, leurs biens furent mis sous scellés. Téléviseur, radio, piano, meubles et vêtements attestaient selon les enquêteurs du caractère criminel de leurs activités. Selon leurs calculs, les biens confisqués s'élevaient à plus de 14 000 roubles pour Hain, 130 000 pour Jarošeckij et 170 000 pour Gerzon, la confiscation des biens auprès des cinq inculpés ayant rapporté plus de 300 000 roubles à l'État⁹⁵. Mais la Sécurité d'État alla plus loin, attribuant à chacun des condamnés à mort des revenus illégaux d'un million de roubles. Afin de récupérer ces sommes, les biens propres des condamnés furent saisis, mais aussi ceux de leurs parents, plus ou moins proches, considérés globalement comme des receleurs.

Le MGB se lança dans des opérations de récupération des prétendus biens des accusés. Il alla jusqu'à utiliser une brigade de contre intelligence (*kontrrazvedka*) pour récupérer quelques morceaux de tissu chez le cousin de la femme de Gerzon⁹⁶. Il pouvait s'emparer sans difficulté des biens des familles. Ainsi, la datcha de la belle-mère de Hain à Odessa ou encore l'appartement moscovite offert par la femme de Jarošeckij à leur fille. La belle-mère de Hain avait hérité un an auparavant de la datcha de son mari à Odessa, une jolie maison dans un beau quartier près de la mer. Selon Hain, son beau-père, ancien fourreur de métier, avait eu de l'argent et s'était acheté cette demeure⁹⁷. La femme de Jarošeckij, couturière effectuant des travaux à domicile en plus de son emploi à l'usine avait acheté pour sa fille un appartement à Moscou, pour la somme de 30 000 roubles. Les deux logements dont l'achat fut attribué par l'enquête à l'argent des malversations de Hain et son complice furent récupérés avec les biens qu'ils contenaient.

Une part importante des interrogatoires concernait la révélation des cachettes où les inculpés étaient censés avoir camouflé leurs richesses, monnaie en or, objets d'or et d'argent, obligations d'État ou comptes d'épargne. En juin, Hain fut interrogé

93. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 6, ark. 300-314.

94. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 430-435.

95. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 232.

96. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 243-258.

97. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 102, 105. Hain témoigne que son beau-père était fourreur, un petit artisan à domicile (*kustar*), il ne savait pas comment il s'approvisionnait en or, mais il avait une maison à Odessa, 2, rue Kanatnaja.

longuement pour qu'il révèle où il avait caché son or. Soulignant que l'or venait de son beau-père fourreur, Hain impliqua sous la pression de l'enquêteur, des cousins et le frère de son épouse, assimilés à un réseau de receleurs que le MGB put aller dépouiller à Kyiv ou Odessa. Pressé par l'instruction, Hain expliqua que, se sachant poursuivi, il avait demandé à sa femme de cacher ses biens. Il l'avait envoyée dans les magasins de dépôt-vente (*komissionnye magazyny*) pour vendre leurs meubles⁹⁸. Depuis sa cellule, il avait demandé à un détenu — qui lui avait annoncé sa sortie prochaine et qui, selon toute vraisemblance, était un mouchard — de faire passer un message à son épouse, lui parlant de l'argent contenu dans la boîte à gants de sa moto. Les cachettes dans les barreaux de lit, dans la cuisine de la datcha d'Odessa furent progressivement révélées, alors que Hain continuait à soutenir qu'une partie des richesses retrouvées dans son entourage provenait de son beau-père décédé en janvier 1951⁹⁹. Il était à l'époque facile d'ouvrir un compte d'épargne en URSS sans indiquer son nom. Pour recevoir l'argent issu de ces comptes, il suffisait de présenter son livret, la réception de l'argent se faisait sans qu'aucun nom ne soit associé¹⁰⁰. Des livrets de compte d'épargne, des obligations d'État, de la monnaie en or avaient été retrouvés chez les proches de Hain.

Cette quête de l'argent s'exerça contre les autres protagonistes, forcés d'écrire à leurs proches, dans des missives à l'écriture tremblante, de tout donner au MGB¹⁰¹. Exténué après avoir dénoncé la possession par une série de proches d'obligations, objets en or et autres biens, Hain décrivit dans le détail les cadeaux offerts à son beau-frère, un buffet, un miroir, un manteau et différents tissus. Il avait tenté de sauvegarder un tapis en le mettant en gage dans un mont-de-piété (*lombard*). À son fils Il'ja, il avait donné un accordéon et un appareil photo, à Vajnberg, des vêtements et un poste de radio, autant d'objets auxquels s'ajoutaient les porte-cigares en or et autres bijoux, monnaie en or et obligations que le MGB récupéra¹⁰².

Quant à l'épouse de Hain, Fenja Lazarevna Haina, le frère de cette dernière Matvej Lazarevič Udodovskij, ainsi que sa nièce Sofija Naumovna Kiseleva, ils furent jugés par la Cour suprême d'Ukraine en octobre 1952 pour vol, en même temps qu'un proche, Samuil Isaakovič Kušelevič. Condamnés à 20 ou 25 ans de camp avec confiscation de leurs biens, ils étaient accusés de complicité avec la bande de Hain, de recel et de transport de richesses volées. Alors qu'une première instruction était lancée contre Hain en automne 1951, sa femme avait distribué des valises à des proches¹⁰³.

98. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 5, ark. 166-167.

99. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 210-249, 253-254, GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 3, ark. 181-185, 208-213.

100. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 103.

101. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 9, ark. 303-305, 317, le MGB demande de donner tous les biens et argent obtenus par le crime, ark. 359, 360, 363.

102. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 4, ark. 208-209, 217, 236-237, 241-246.

103. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 427-429.

Les familles eurent leurs biens confisqués, mais elles furent aussi déportées. Dès l'exécution du verdict, les membres des familles des trois condamnés à mort, comme saboteurs et traîtres à la Patrie cette fois, furent recherchés pour être déportés, selon une directive de 1942¹⁰⁴. Cette dernière stipulait que les proches des traîtres devaient être déportés dans les régions éloignées du centre de l'URSS pour cinq ans : cela concernait le père, la mère, l'époux, l'épouse, les fils, filles, sœurs et frères s'ils vivaient avec le traître ou se trouvaient à sa charge¹⁰⁵. Ainsi, requalifiés comme traîtres à la Patrie, les membres des familles de Hain, de Jarošeckij et de Gerzon furent soumis au même traitement que les proches de collaborateurs nazis et déportés dans les villages spéciaux du Goulag¹⁰⁶. Un arrêté de déportation des familles des voleurs à grande échelle était en projet au Comité central d'Ukraine au même moment¹⁰⁷. Mais pour cette affaire, la qualification des condamnés comme traîtres suffit à se débarrasser des familles et à saisir l'ensemble de leurs biens qu'ils ne pouvaient pas emporter avec eux en déportation.

Trouver une cause à la crise de ravitaillement de Kyiv

L'affaire Hain fut relayée jusqu'aux plus hautes instances du parti et de l'État dans un courrier par lequel la Sécurité d'État les informait d'une détérioration générale des pratiques commerciales à Kyiv. La découverte de plusieurs bandes criminelles de voleurs, spéculateurs, expliquait les difficultés et devait permettre à l'avenir de les résoudre.

Signée par un groupe d'habitants de la ville de Kyiv, une lettre datée du 23 juin 1952 avait alerté le Comité central sur la situation de l'approvisionnement dans la ville. Le commerce s'était déplacé dans la rue. Il se faisait dans les bazars et la spéculation s'amplifiait. Les biens alimentaires de première nécessité (œufs, huile, sel, produits laitiers, sucre, fruits, baies, pommes de terre et oignons, feuilles de laurier, poivre ou pièces de voiture et autres marchandises industrielles déficitaires) faisaient l'objet de spéculation. À Kyiv, la crise était conjoncturelle et localisée, pourtant, d'après ce courrier, elle était le symptôme de l'atmosphère criminelle qui régnait dans la ville. Pour reprendre les termes de la lettre, des personnes en bonne santé volaient et spéculaient au lieu de travailler. D'autres produisaient des marchandises chez elles de manière illégale, privée (*častnyj*), et les revendaient dans les magasins des artels (*artel'nyj*) d'État, notamment dans le quartier du Podol. Et de conclure que dans les ateliers de production, le capital

104. GDA SBU, f. 5, d. 44303, t. 24, ark. 202-203, 239. Il est demandé de trouver les lieux d'habitation des membres des familles de ces « traîtres à la Patrie (*izmenniki Rodiny*) » et de les réprimer, puis un document affirme qu'ils ont bien été réprimés, en lien avec la directive de 1942.

105. RGASPI, f. 644, op. 1, d. 40, l. 61. Je remercie Vanessa Voisin de m'avoir indiqué cette source.

106. Vanessa Voisin, *L'URSS contre ses traîtres : l'épuration soviétique, 1941-1955*, P. : Publications de la Sorbonne (Histoire contemporaine), 2015.

107. CDAGOU, f. 1, op. 24, d. 1729, ark. 299-234.

privé fusionnait (*sraščivat'*) avec le capital d'État. La description s'étendait au réseau commercial dans lequel régnait le vol dont les protagonistes déposaient des centaines de milliers de roubles dans les caisses d'épargne. Ils recevaient un faible salaire et volaient, sans être inquiétés par le ministère du Contrôle d'État ou par la police de la ville, et s'ils étaient poursuivis, le parquet stoppait l'affaire. Ouvertement, les bandits, spéculateurs, voleurs et espions (sic) avaient des voitures individuelles (*pobeda*), portaient des fourrures de renard argenté, d'astrakan, et montraient leur or. S'ensuivait une plainte contre l'inaction de la police, le faible contrôle du régime de passeportisation, ou encore le peu d'intérêt du Comité central d'Ukraine pour la question. Ce groupe d'habitants avait demandé l'intercession de Malenkov et du Comité central d'URSS, en dressant un tableau de la situation dans la ville conforme aux informations livrées, ce même été 1952, par la Sécurité d'État¹⁰⁸.

En effet, son nouveau ministre Ignat'ev avait alerté Stalin de la découverte et de la « liquidation » de groupes importants de malfrats dans les organisations de commerce et de métiers de la ville de Kyiv. Il commençait par l'affaire Hain, mais cette affaire n'était pas unique. La milice de Kyiv avait aussi découvert les activités illégales d'un groupe de vingt-cinq personnes qui travaillaient dans les coopératives de la ville et distribuaient du tissu à des spéculateurs ou à des artisans illégaux. Leur chef, Gurevič, recevait chaque mois des chefs d'ateliers et des brigades jusqu'à dix, voire douze mille roubles. Enfin, en avril, un groupe de trente et un criminels avait été démantelé. Il opérait à la direction de la ville des marchés locaux dans le quartier commercial du Podol. Trois des membres de la bande recevaient l'argent en faisant pression sur les magasins qui ne pouvaient s'approvisionner qu'en donnant en retour des pots-de-vin. Ils remettaient une partie de cet argent au chef de la direction des marchés de Kyiv, Čuenko. Les inspecteurs (*revizory*), chargés du contrôle de ces entreprises de commerce, cachaient les pertes et les déficits. Le préjudice matériel pour l'État était encore plus lourd que pour l'affaire Hain, plus de trente millions de roubles d'après les premiers calculs. Serebrjannik à la tête du combinat alimentaire du quartier de Podol donnait des pots-de-vin afin de recevoir de meilleures marchandises, 200 000 roubles avaient été ainsi remis au chef du département de production de la direction de Kyiv des marchés, Levin-Kogan. Serebrjannik ramassait à son tour mille roubles par mois des cinq chefs des sections du combinat alimentaire pour les remettre au directeur du marché alimentaire du Podol, Eremenko. Le chef du département des fruits et légumes, Gorskij, ne délivrait de bons de sortie de stock que contre des pots-de-vin. Lancman à la tête d'un dépôt de fruits témoigna qu'un jour pour obtenir des pommes, il avait dû lui payer 20 000 roubles. L'ancien chef du combinat alimentaire du Podol avait dénoncé douze directeurs de magasins, de chacun desquels il recevait 200 à 500 roubles par mois. Ce système de racket généralisé dans l'approvisionnement en nourriture était, selon le MGB, ramifié puisqu'en bout de chaîne,

108. GARF, f. 5446, op. 86a, d. 7172, l. 27-25.

Eremenko, Gorskij, et Serebrjannik donnaient de l'argent au chef de la direction des marchés de la ville, Čuenko¹⁰⁹.

Les marchandises déficitaires étaient ainsi détournées pour entrer dans le monde parallèle du marché, du jeu de l'offre et de la demande, des combines et de l'intimidation. Mises en scène au cours de procès dont on parlait dans la presse et qui défrayaient la chronique locale, ces affaires permettaient d'offrir une explication aux difficultés d'approvisionnement de la ville. Pour y mettre fin, une brigade d'instruction de treize membres de la Sécurité d'État fut diligentée sur place¹¹⁰. Comme l'ont souligné plusieurs historiens, au sortir de la guerre, la population soviétique était en attente d'une amélioration rapide de ses conditions de vie après les terribles souffrances des années de guerre¹¹¹. Prenant en compte le fait que les déficiences dans les organisations de commerce et les coopératives de Kyiv étaient aussi observées dans d'autres villes, le Conseil des ministres édita une série de recommandations visant à critiquer le fonctionnement du système commercial en général. Il chargea le procureur général de l'URSS, Safonov, de garantir l'examen de l'affaire dans des procès publics, en présence des travailleurs du commerce et des coopératives de métiers. Le procès de Hain s'inscrit dans cette conjoncture locale et nationale, il répond à l'injonction du Comité central de traiter les affaires pénales de gros détournements en suspens et à en faire la publicité au cours de procès médiatisés¹¹².

Les procès fournissaient des explications et promettaient une résolution immédiate des dysfonctionnements économiques observés dans telle ou telle région soviétique ou branche de ministère. Les Conseils des ministres des républiques et de l'URSS se faisaient l'écho de ces enquêtes, ils les interprétaient comme autant de signaux de la corruption et du bureaucratisme (formalisme), conçu comme une absence de contrôle de ses représentants sur place. Dès lors, ils intervenaient pour rétablir l'ordre en demandant à la police et à la Sûreté d'État de faire preuve de plus

109. GARF, f. 5446, op. 86a, d. 7172, l. 12-18.

110. GDA MVS, f. 19, op. 1, sp. 4, ark. 89.

111. Vera S. Dunham, *In Stalin's Time : Middleclass Values in Soviet Fiction*, éd. revue et complétée, Durham, NC : Duke Univ. Press (Studies of the Harriman Institute), 1990 ; Elena Zubkova, *Russia after the War : Hopes, Illusions, and Disappointments, 1945-1957*, London : Routledge (The New Russian History), 2015 ; Mark Edele, *Soviet Veterans of the Second World War : A Popular Movement in an Authoritarian Society 1941-1991*, Oxford – New York : Oxford University Press, 2008 ; Donald A. Filtzer, *Soviet Workers and Late Stalinism : Labour and the Restoration of the Stalinist System after World War II*, Cambridge – New York : Cambridge University Press, 2002.

112. GARF, f. 5446, op. 86a, d. 7172, l. 76-80. Techniquement, la décision fut prise que les ressources, marchandises, matériaux déficitaires devaient dorénavant être distribués, sortis des stocks, en fonction d'un plan établi, et non plus avec des bons, à la demande (*po razovym narjadam*). Les mesures furent ensuite déclinées à l'échelle de l'Ukraine, blâmes, décisions d'exiger deux révisions par an, renforcement de la formation de commerciaux, renforcement du MGB, du ministère du Contrôle d'État, du parquet et de l'inspection du commerce d'État de l'URSS en Ukraine, *ibid.*, l. 84-81, RGAE (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv ekonomiki – Archives d'État d'économie de la Russie), f. 7971, op. 16s, d. 724, l. 46-40.

de vigilance, aux tribunaux de plus de pédagogie (à travers des procès publics) et aux ministères de plus de contrôle, mais sans beaucoup de résultats.

Épilogue

Après la mort de Stalin d'abord, puis en 1955 au cours de la vague de révision des affaires politiques, le dossier de Hain et de ses complices fut réexaminé, mais retourné au procureur du procès de 1952, qui refusa de revoir le verdict. La commission d'examen des affaires des personnes condamnées pour crimes contre-révolutionnaires s'intéressa au sort de Gruško, elle conclut qu'elle n'était pas fondée à changer le verdict¹¹³. Teplickij, depuis le camp de Dubravlag, tenta aussi d'obtenir une révision de l'affaire à l'aide d'un avocat moscovite. Il fut éconduit en 1957. Les avocats de Gruško et Teplickij firent de nouveau appel dans le contexte de la publication des nouveaux codes, code pénal et code de procédure pénale. En juillet 1960, le chef du collège militaire de la Cour suprême d'URSS annula une partie du verdict qui qualifiait leur activité de contre-révolutionnaire. Mais, retenant le chef d'inculpation de vol, il refusa la mise en liberté des deux protagonistes restés vivants. Ils devaient encourir la peine de 25 ans prévue dans le décret de juin 1947, même si ce dernier avait été abrogé depuis¹¹⁴. En 1961, alors que le tribunal recherchait Gruško dans les méandres du Goulag pour l'informer de l'issue de la révision de son procès, la Justice apprit qu'il était décédé dans la région d'Irkoutsk quelques mois auparavant, à l'âge de 71 ans¹¹⁵. En 1963, l'avocat ukrainien de Teplickij tenta un nouvel appel, en vain¹¹⁶. Teplickij purgeait sa peine dans un camp de Sosnovka en Mordovie en 1960, il est peu probable qu'il ait survécu aux vingt-cinq années de camp. Quant à la fille de Jarošeckij, Rahil' Jakovlevna, elle attendit novembre 1989, elle avait alors 68 ans, pour s'enquérir officiellement du sort de son père. Connaissant la sentence d'exécution, elle demanda à en savoir la date et le lieu. Une attestation de décès lui fut envoyée, indiquant que le lieu de sépulture était inconnu¹¹⁷.

Conclusion : micro-histoire de la microéconomie stalinienne

« Le métier d'historien requiert parfois de faire sortir des archives et de l'oubli des récits peu glorieux d'hommes infâmes, figures de criminels ayant souffert

113. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 360-364.

114. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 372-385, 390-417.

115. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 418.

116. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 456-464.

117. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 24, ark. 358-367, 372-385, 387-410, 417 v- 418v, 457-468.

d'un sort terrible aux mains de l'État. »¹¹⁸ L'étude de cette affaire n'entend pas seulement rendre la voix aux victimes oubliées, aux héros peu glorieux dont la trajectoire raconte l'histoire dramatique de l'Ukraine soviétique dans sa dimension la plus matérielle. La question de la gestion quotidienne par la population soviétique de la pénurie reste un point aveugle des récits macroéconomiques sur l'économie soviétique, à l'exception de quelques études novatrices sur les famines et sur la Seconde Guerre mondiale¹¹⁹. Au sortir de la guerre, la vie quotidienne à Kyiv était terrible, catastrophique et, de ce fait, encore organisée autour de formes de distribution propres au temps de guerre. Jusqu'au printemps 1951, une partie du ravitaillement se faisait dans des magasins fermés auxquels seuls les notables du parti et de la police avaient accès pour se procurer les biens de première nécessité. D'après Hain, ces derniers faisaient pression sur les directeurs de magasins pour qu'ils approvisionnent mieux les magasins de la ville que les coopératives des villages¹²⁰.

La compétence distributive de l'administration soviétique¹²¹, ou plus précisément de ses agents, était immense dans un contexte d'extrême pénurie. Ce pouvoir constitue un trait particulier des régimes communistes centralisés et fut pleinement exploité pour construire de nouvelles hiérarchies sociales comme l'a montré une abondante littérature, qui a fait suite à la parution des travaux d'Elena Osokina¹²². En outre, les personnes directement en charge des tâches d'approvisionnement, ces petits employés de l'État, ces fonctionnaires de proximité, jouissaient de la capacité de redistribuer de manière cette fois illégale les quelques marchandises dont ils avaient la charge. Ces échanges se faisaient selon les prix d'un marché illégal, organisé par les « spéculateurs ». Le procès de Hain éclaire cette dynamique entre redis-

118. Michel Foucault, « La vie des infâmes », *Les Cahiers du Chemin*, 29, 15 janvier 1977, p. 12-29.

119. Wendy Z. Goldman and Donald A. Filtzer, eds., *Hunger and War : Food Provisioning in the Soviet Union during World War II*, Bloomington, IN : Indiana University Press, 2015 ; Brandon Schechter, « Khoziaistvo and Khoziaeva. The Properties and Proprietors of the Red Army, 1941-45 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 18 (3), Summer 2017, p. 486-510 ; Masha Cerovic, *Les enfants de Staline : la guerre des partisans soviétiques (1941-1944)*, P. : Éditions du Seuil (L'Univers historique), 2018 ; V.F. Zima, *Golod v SSSR 1946-1947 godov. Proisshozhdenie i posledstviia* [La faim en URSS en 1946-1947 : Causes et conséquences], M. : Rossijskaja Akademija Nauk, 1996.

120. Hain insiste sur le rôle du préposé au commerce du Comité central d'Ukraine qui intimait aux grossistes de mieux approvisionner les grands magasins (*univermagi*) de Kyiv au détriment des campagnes, qui organisait des magasins fermés pour ravitailler en priorité les notables du parti ou de la police. Hain cite l'ordre tardif (avril 1951) du ministère du Commerce d'URSS d'interdiction des magasins fermés. GDA SBU, f. 5, op. 44303, t. 2, ark. 162, 158-170 ; t. 5, ark. 17.

121. Dans cet exemple, l'économie à Kyiv conjugue un caractère centralisé, distributif, et une économie de marché, pour reprendre la classification de Karl Polanyi. Karl Polanyi, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, P. : Gallimard, 2007.

122. E.A. Osokina, *Za fasadom « stalinskogo izobilija » : raspredelenie i rynek v snabzhenii naselenija v gody industrializacii, 1927-1941* [Derrière la façade de « l'abondance stalinienne » : distribution et marché dans l'approvisionnement de la population à l'ère de l'industrialisation, 1927-1941], M. : ROSSPĖN (Seriia « Social'naja Istoriia Rossii XX Veka »), 1998.

tribution et marché dans l'après-guerre, cette intersection entre les deux mondes, politique et criminel, auquel s'ajoute le judiciaire comme régulateur des relations économiques. Cette dynamique caractérise l'économie stalinienne dans le domaine du commerce. Elle révèle aussi une culture, au sens anthropologique du terme, économique et politique particulière que seule l'étude de la criminalité économique permet d'appréhender pleinement.

CERCEC, EHESS, Paris

juliette.cadiot@ehess.fr